



CONCEPTEUR, INTEGRATEUR & OPERATEUR DE SYSTEMES CRITIQUES



Groupe CS Communication & Systèmes

**Comptes consolidés
au 31 décembre 2008**

I. – Bilans consolidés au 31 décembre 2008

ACTIF (en milliers d'euros)	Note	Au 31/12/2008	Au 31/12/2007
Goodwill	5	36 112	36 112
Immobilisations incorporelles	5	7 075	6 931
Immobilisations corporelles	6	5 073	6 024
Titres mis en équivalence	8	167	
Actifs financiers non courants	7-8	4 741	7 684
Impôts différés	9-21	21 042	20 715
Total de l'actif non courant		74 210	77 466
Stocks et en-cours	10	6 173	5 701
Clients et autres débiteurs	11	143 618	140 040
Instruments financiers dérivés	12	3 203	1 439
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	49 498	58 335
Actifs détenus en vue de la vente			
Total des actifs courants		202 492	205 515
TOTAL DE L'ACTIF		276 702	282 981
PASSIF (en milliers d'euros)	Note	Au 31/12/2008	Au 31/12/2007
Capital social		31 533	31 533
Primes liées au capital		46 671	46 670
Actions propres		-3 593	-3 237
Réserves consolidées		8 408	17 612
Total des capitaux propres du groupe	14	83 019	92 578
Intérêts minoritaires		469	376
Total des capitaux propres		83 488	92 954
Provisions non courantes	15	7 405	8 934
Avantages du personnel	16	6 949	7 182
Emprunts et passifs financiers	17	1 008	16 150
Passifs d'impôts différés	18	12	21
Autres passifs non courants	18	13	0
Total du passif non courant		15 387	32 287
Provisions courantes	21	2 857	2 664
Concours bancaires courants	17	2 672	1 329
Autres emprunts et passifs financiers	17	16 141	1 604
Fournisseurs et autres créditeurs	18	155 767	152 118
Instruments financiers dérivés	13	390	25
Passifs détenus en vue de la vente			
Total des passifs courants		177 827	157 740
TOTAL DU PASSIF		276 702	282 981

II. – Comptes de résultat consolidés

(en milliers d'euros)	Note	Année 2008	Année 2007
Chiffre d'affaires		221 664	225 355
Autres produits de l'activité		668	561
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		222 332	225 916
Achats et charges externes		-95 078	-103 858
Impôts, taxes et versements assimilés		-4 361	-4 117
Charges de personnel	19	-117 901	-101 255
Autres charges d'exploitation		-749	-2 448
Amortissements	20	-3 612	-3 122
Provisions	20	-5 153	2 530
Marge opérationnelle		-4 522	13 646
Autres produits et charges opérationnels	21	-1 377	-520
Résultat opérationnel		-5 899	13 126
Résultat financier	22	-1 927	-3 323
RESULTAT AVANT IMPOTS DES ACTIVITES POURSUIVIES		-7 826	9 803
Impôts sur les résultats		-39	2 416
Quote-part des sociétés mises en équivalence	7	98	
RESULTAT GENERE PAR LES ACTIVITES POURSUIVIES		-7 767	12 219
Résultat des activités cédées	4	322	37 765
RESULTAT NET		-7 445	49 984
- Dont intérêts minoritaires		137	87
- Dont part du groupe		-7 582	49 897
Résultat net par action	14	-1,24	8,10
Résultat net dilué par action	14	-1,12	7,25
Résultat net des activités poursuivies	14	-1,26	1,94
Résultat net dilué des activités poursuivies	14	-1,14	1,76

III. – Tableaux de flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)		Année 2008	Année 2007 ⁽¹⁾
Résultat net consolidé		-7 445	49 984
- dont résultat net des activités cédées		-322	-37 766
Résultat net des activités poursuivies		-7 767	12 218
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :			
- Amortissements et provisions		2 835	1 158
- Résultat sur cessions d'actifs immobilisés		22	74
- Charges et produits calculés liés aux stocks-options et actions gratuites		110	14
- Gains et pertes liés aux variations de juste valeur		-471	-1 197
- Autres			
- Quote-part des sociétés mises en équivalence		-98	
Charges financières nettes (note 22)		57	4 567
Charge d'impôt		39	-2 416
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	A	-5 273	14 418
Impôt versé	B	-416	-399
- Variation du BFR lié à l'ensemble de l'activité		2 598	-26 628
- dont variation du BFR lié aux activités cédées		322	27 813
Variation du BFR lié aux activités poursuivies	C	2 920	1 185
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	D=A+B+C	-2 769	15 204
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-4 092	-5 107
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 263	30
<i>Encaissements liés aux cessions des activités cédées</i>			25 690
Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers		-908	-1 906
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers		461	673
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	E	-3 276	19 380
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		735	750
Remboursements d'emprunts (y compris location financement)		-1 321	-1 639
Augmentations de capital		28	115
Achats d'actions d'autocontrôle		-1 889	-3 370
Vente d'actions d'autocontrôle		898	1 136
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-2 149	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-59	-169
Coût endettement financier net versé		-1 947	-3 560
Autres produits et charges financières		1 890	-1 007
<i>Incidence des activités destinées à la vente</i>			45
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	F	-3 814	-7 699
Incidence des variations du cours des monnaies étrangères	G	-320	-358
<i>Incidence du reclassement en activités destinées à la vente</i>	H		-886
Variation nette de trésorerie	I=D+E+F+G+H	-10 179	25 641
Trésorerie en début de période	K	57 005	31 364
Trésorerie en fin de période (note 13)	L=I+K	46 826	57 005

⁽¹⁾ Les flux liés aux activités cédées figurent en italique.

IV. - Variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves consolidées-a	Réserves de conversion-b	Actions propres-c	Sous total réserves(a+b+c)	Total part du Groupe	Part des minoritaires	Capitaux propres consolidés
Situation au 1er janvier 2007	31 496	46 593	-30 981	-173	-958	-32 112	45 977	346	46 323
Variation des écarts de conversion				-142		-142	-142		-142
Résultat de la période			49 897			49 897	49 897	87	49 984
Variation des actifs financiers disponibles à la vente									
Impact des changements d'hypothèses actuarielles			-1 072			-1 072	-1 072		-1 072
Variations de résultats reconnues directement en capitaux propres de l'ensemble consolidé			48 825	-142		48 683	48 683	87	48 770
Augmentation de capital de la société mère	37	77					114		114
Variation des titres d'autocontrôle					-2 279	-2 279	-2 279		-2 279
Distribution de dividendes								-169	-169
Variation de périmètre								112	112
Actions gratuites									
Divers (quote-part capitaux propres de l'émission d'Obsar, stock options, gain sur actions propres, ...)			83			83	83		83
Situation au 31 décembre 2007	31 533	46 670	17 927	-315	-3 237	14 375	92 578	376	92 954
Variation des écarts de conversion				-636		-636	-636	1	-635
Résultat de la période			-7 582			-7 582	-7 582	137	-7 445
Variation des actifs financiers disponibles à la vente									
Impact des changements d'hypothèses actuarielles			761			761	761		761
Variations de résultats reconnues directement en capitaux propres de l'ensemble consolidé			-6 821	-636		-7 457	-7 457	138	-7 319
Augmentation de capital de la société mère		1				1	1		1
Variation des titres d'autocontrôle					-356	-356	-356		-356
Distribution de dividendes			-2 149			-2 149	-2 149	-59	-2 208
Variation de périmètre								14	14
Actions gratuites			110			110	110		110
Divers (quote-part capitaux propres de l'émission d'Obsar, stock options, gain sur actions propres, ...)			292			292	292		292
Situation au 31 décembre 2008	31 533	46 671	9 359	-951	-3 593	4 816	83 019	469	83 488

V - Notes aux comptes consolidés 2008

Préambule

Le groupe CS Communication & Systèmes (CS) est maître d'œuvre pour la conception, l'intégration et l'exploitation de systèmes critiques ; il intervient sur l'ensemble de la chaîne de valeur de ses clients.

CS Communication & Systèmes, société mère du groupe est une société anonyme de droit français dont le siège social est à Paris, 54-56 avenue Hoche. CS est cotée à Paris sur le marché Eurolist d'Euronext (code ISIN FR0010221481).

Les comptes consolidés 2008 ont été arrêtés par le conseil d'Administration le 6 mars 2009.

Faits marquants :

- Dans le cadre de la négociation de grands contrats export, le groupe a supporté en 2007 et 2008 d'importants coûts liés à l'élaboration d'un démonstrateur nécessaire à l'obtention de ces marchés. Le premier contrat pressenti étant toujours en négociation, ces coûts ont été portés en en-cours et totalement dépréciés. Si le contrat avait été signé, ces coûts auraient été comptabilisés en dépenses du projet et l'impact aurait été positif de l'ordre de 5 M€ tant sur le chiffre d'affaires (pris à l'avancement) que sur la marge opérationnelle
- Les résultats de la filiale américaine INTRANS sont fortement dégradés du fait des difficultés importantes rencontrées sur un contrat en Californie.

Note 1 - Principes comptables

1.1 Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du groupe sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et SIC (Standing interpretation Committee).

Au 31 décembre 2008, le seul nouveau texte d'application obligatoire dans l'Union Européenne est le suivant :

Amendement aux normes IAS39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRS 7 « instruments financiers : informations à fournir » qui permet le reclassement des instruments financiers sous certaines conditions restrictives.

Le groupe n'a pas utilisé ces possibilités de reclassement.

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application optionnelle au 31 décembre 2008 sont les suivants :

- IFRS 8 « secteurs opérationnels ». Cette norme exige la publication de l'information sectorielle selon les indicateurs suivis en interne par la direction pour évaluer la performance du groupe. Les analyses sont actuellement en cours mais il n'est pas envisagé de dépréciation significative des goodwill du fait de l'application de cette nouvelle norme.
- IAS1 révisée – présentation des états financiers
- Plan d'amélioration annuel 2008 des normes IFRS. Il s'agit de 35 amendements relatifs à 20 normes qui devraient être sans impacts significatifs pour le groupe.

Ces normes n'ont pas été adoptées par anticipation par le Groupe.

Les nouvelles interprétations publiées en 2008 (IFRIC 11,12, 13,14 et 15) sont sans impact sur les opérations du groupe

L'amendement à IAS 23 « Coûts d'emprunts » ne peut être appliqué car n'étant pas compatible avec les dispositions actuelles des normes approuvées par l'Union Européenne

1.2 Consolidation

CS Communication & Systèmes et les sociétés dans lesquelles elle exerce directement ou indirectement le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles sont intégrées globalement.

Les sociétés dans lesquelles CS Communication & Systèmes exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence.

Les sociétés ou groupements contrôlés conjointement sont consolidés par intégration proportionnelle ou mises en équivalence après une analyse des conditions de contrôle.

Le groupe ne contrôle pas d'entités ad-hoc.

Toutes les transactions significatives réalisées entre sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Lors de l'acquisition de société, le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition, majoré des frais annexes, des titres de sociétés, et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis nets à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles liées à l'acquisition d'une activité sont enregistrées séparément de l'écart d'acquisition si leur juste valeur peut être appréhendée de façon suffisamment fiable.

1.3 Conversion des états financiers

Les comptes consolidés présentés dans ce rapport sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de CS.

Les entités du groupe ont pour monnaie fonctionnelle leur monnaie locale. Leur bilan est converti au taux de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen (sauf si l'utilisation d'une telle moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas, les produits et les charges seraient alors convertis aux taux des dates des transactions). Les différences de conversion en résultant sont enregistrées sous la rubrique réserve de conversion intégrée dans les capitaux propres.

1.4 Opérations en monnaies étrangères

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 «Effets des variations des cours des monnaies étrangères». Les opérations libellées en monnaies étrangères sont donc converties par l'entité dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont convertis au cours de clôture.

Les pertes et les gains de change résultant de ces conversions sont comptabilisés en résultat sauf lorsqu'ils sont imputés directement en capitaux propres au titre de couvertures éligibles soit de flux de trésorerie, soit d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

1.5 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers, conformément au cadre conceptuel des IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants qui figurent dans lesdits états financiers. Ces estimations et hypothèses peuvent être révisées en cas de changement dans les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience.

Elles concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires, la reconnaissance des impôts différés actifs, les tests de valeurs sur les actifs et les provisions.

Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants définitifs peuvent s'avérer différents de ceux initialement estimés. Pour limiter ces incertitudes, les estimations et hypothèses font l'objet de revues périodiques et les comptes sont alors mis à jour.

1.6 Reconnaissance des produits des activités ordinaires

Le chiffre d'affaires est présenté net des rabais, remises ou ristournes.

Pour les contrats de prestation de services au forfait, qu'il s'agisse de la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, le chiffre d'affaires et les résultats sur l'ensemble sont constatés selon la méthode du pourcentage d'avancement des coûts sans incorporation de frais financiers.

Pour les affaires importantes nécessitant un effort de R&D particulièrement important et dont la partie matériel est élevée, le groupe retient, pour le dégagement de la marge, l'avancement des coûts de main-d'œuvre uniquement car il considère qu'il est plus représentatif de l'avancement réel et du suivi des risques.

Les prestations sont facturées au client lors d'étapes prédéfinies, ceci entraîne la comptabilisation de factures à établir ou de produits constatés d'avance lorsque cette facturation n'est pas en phase avec l'avancement.

L'obtention d'avenants entraîne l'actualisation de la marge à terminaison et par conséquent la marge dégagée et du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, lorsqu'il est prévisible que le coût de revient prévisionnel d'un contrat sera supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence. Il est tenu compte, dans l'estimation de ces pertes, des produits à recevoir fondés sur des dispositions contractuelles spécifiques, des sentences judiciaires ou d'opérations dont le déroulement est en cours.

Le chiffre d'affaires et les résultats sur les travaux en régie sont constatés au fur et à mesure de leur réalisation.

Le chiffre d'affaires et les résultats sur les livraisons de produits (matériels ou logiciels) sont constatés lors de leur livraison

Suite à la cession, en 2007, du pôle Infrastructures Critiques, le groupe CS ne gère plus de contrat d'infogérance. Pour les comptes des exercices précédents qui incluaient une telle activité, le chiffre d'affaires était reconnu sur la durée du contrat en fonction du niveau de services rendus. Une partie des coûts engagés dans la phase initiale de ces contrats était comptabilisée en en-cours et imputée sur la durée du contrat.

1.7 Immobilisations

A chaque fois que des événements ou des circonstances indiquent qu'un actif immobilisé corporel ou incorporel, a pu perdre de la valeur et au moins une fois par exercice pour les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de d'utilité indéterminée, des tests de valeur sont effectués. La méthode utilisée est décrite ci-dessous.

1.7.1 Goodwills

Conformément à IFRS 3 « Regroupement d'entreprises », les goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Le montant de la perte de valeur est comptabilisé en « autres charges opérationnelles ».

Le test de dépréciation consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque entité juridique générant ses flux propres de trésorerie (UGT). Deux méthodes sont retenues:

- la valeur d'utilité fondée selon une approche prévisionnelle fondée sur les flux de trésorerie futurs (méthode des « discounted cash-flows »-DCF) ;
- la valeur fondée sur une approche comparative boursière.

Les écarts d'acquisition se rapportant à des sociétés mises en équivalence sont inclus dans la valeur des « Titres mis en équivalence ».

Méthode des flux de trésorerie futurs actualisés

Les flux de trésorerie futurs des unités génératrices de trésorerie (entité juridique) résultant des prévisions budgétaires sur un horizon de 5 ans ont été actualisés au taux (avant impôt) correspondant au coût moyen pondéré du capital.

La valeur terminale a été estimée à partir du flux de trésorerie libre reporté à l'infini en retenant un taux de croissance par an.

Les flux de trésorerie futurs reposent sur des données prévisionnelles (chiffres d'affaires, marges, ...) qui par nature ne peuvent être confirmées, et établies à partir d'hypothèses les plus probables à la date de leur établissement. Ces hypothèses sont susceptibles de ne pas rester valides tout au long de la période d'estimation et de prévision considérée. Des abattements ont été effectués sur la croissance des chiffres d'affaires et des résultats des plans détaillés établis par les équipes opérationnelles.

Approche comparative : multiples boursiers

Les résultats de l'approche par les flux de trésorerie futurs actualisés sont recoupés avec les valorisations boursières d'un échantillon de sociétés du secteur. La valeur d'entreprise (EV) est calculée par rapport au chiffre d'affaires (EV/CA) et par rapport au résultat d'exploitation (EV/EBIT). Une prime de contrôle est rajoutée à la valeur des fonds propres retenue.

1.7.2 Frais de recherche et de développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont inscrits en immobilisations incorporelles, si l'entreprise peut démontrer l'intégralité des conditions suivantes :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation ainsi que la disponibilité de ressources techniques et financières appropriées ;
- la probabilité de réalisation des avantages économiques futurs liés à la capacité à mettre en service et vendre l'immobilisation ;
- l'intention d'achever l'immobilisation et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses liées à l'investissement.

Les frais de développement de logiciels sont ceux encourus durant les phases de programmation, de codification et de tests. Les coûts des phases antérieures sont comptabilisés en charges.

Les frais de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilité (consommation des avantages économiques futurs) généralement de 3 ans.

Des frais de développement spécifiques (engagés dans le cadre de contrats signés avec les clients) sont inclus dans les coûts des affaires selon la méthode décrite au paragraphe «Reconnaissance des produits des activités ordinaires ».

1.7.3 Autres immobilisations incorporelles

Elles sont enregistrées au coût historique. Elles comprennent principalement :

- des brevets et licences, amortis sur leur durée de protection juridique ou sur leur durée effective d'utilisation ;
- des logiciels d'application, amortis sur leur durée d'utilité comprise entre 3 et 7 ans ;

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles dont la propriété soit soumise à des restrictions. Egalement aucun nantissement en garantie de dettes n'a été consenti.

1.7.4 Immobilisations corporelles

Valeur brute

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production qui inclut tous les frais directement attribuables. Les coûts d'emprunts sont exclus du coût des immobilisations.

La méthode des composants ne trouve à s'appliquer que pour les immeubles détenus par le groupe.

Amortissement

La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations. Le tableau ci dessous indique les principales durées d'amortissement :

Immobilisations	Durée
Constructions et aménagements liés	10 à 25 ans
Gros matériels d'usine et mobilier administratif	3 à 10 ans
Matériel d'entreprise et matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel informatique, matériel de bureau	3 à 6 ans

Le mode d'amortissement utilisé est le mode linéaire et il est tenu compte d'une valeur résiduelle, lorsqu'elle est significative.

La valeur des immobilisations corporelle est testée en cas d'indice de perte de valeur de façon isolée ou dans le cadre d'une UGT si elle ne génère pas de cash-flow indépendant.

1.8 Actifs financiers

La ventilation des actifs financiers entre courant et non courant est fonction de leur échéance : inférieure ou supérieure à un an.

a) Parmi les catégories d'actifs financiers définies par IAS 39, le groupe utilise les catégories suivantes pour classer ses instruments financiers :

Actifs financiers disponibles à la vente

Les titres de sociétés non consolidées sont classés comme disponibles à la vente et figurent au bilan pour leur juste valeur qui correspond, pour les titres cotés à la moyenne des cours de bourse du dernier mois de l'exercice et pour les titres non cotés à l'actif net comptable ré-estimé qui est fonction de la rentabilité et des perspectives d'avenir. Si la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût.

Les gains ou les pertes latents sur les titres non consolidés sont inscrits dans une composante séparée des capitaux propres. Seules les pertes de valeur définitives sont enregistrées en résultat. Lorsque l'appréciation de la juste valeur a été antérieurement comptabilisée et que les titres doivent ensuite être dépréciés, cette charge est compensée par une reprise totale ou partielle du montant passé en capitaux propres.

Actifs financiers à la juste valeur en contrepartie du résultat

Il s'agit des actifs et des instruments dérivés, non désignés comme instruments de couverture, détenus à des fins de transactions ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Prêts et créances

Les créances sont évaluées à l'origine pour leur juste valeur et ensuite au coût amorti. Une dépréciation est constituée sur les créances, lorsque la valeur d'inventaire, basée sur une estimation de la probabilité de recouvrement, est inférieure à la valeur comptable. Les cessions de créances clients à une institution financière (BDPME) dans le cadre de la Loi Dailly sont retraitées dans les comptes consolidés et figurent donc au poste clients.

Les prêts « aide à la construction » sont comptabilisés pour leur juste valeur. La valeur de ces prêts non productifs d'intérêts et d'une durée de 20 ans à l'origine est calculée sur la base du taux des OAT de même échéance.

b) **La trésorerie et équivalents de trésorerie** se composent des fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme dans des instruments du marché monétaire de type Euro. Ces placements, d'échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les soldes créditeurs de banques sont constatés en passifs financiers courants.

1.9 Passifs financiers (autres que dérivés)

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les passifs devant être réglés dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice sont classés en courant, les autres en non courant.

Les emprunts obligataires convertibles sont considérés comme des instruments hybrides constitués d'une part dette et d'une part instrument de capitaux propres. La juste valeur de la partie dette est égale à la valeur des cash flows futurs actualisés au taux de marché à la date d'émission. La composante capitaux propres est la différence entre le produit de l'émission et la composante dette.

1.10 Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Les instruments dérivés sont initialement comptabilisés au bilan à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte afférente à la date de conclusion du contrat dépend de la désignation du dérivé en tant qu'élément de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture soit dans une relation de couverture de juste valeur, soit dans une relation de couverture de flux futurs de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif du fait de l'évolution des taux de change ou d'intérêts ;
- une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou des passifs existants ou futurs.

Les conséquences de l'application de la comptabilité de couverture sont les suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur des actifs ou passifs existants, la partie couverte est enregistrée au bilan à sa juste valeur et sa variation est inscrite en résultat où elle est compensée par l'évolution symétrique de juste valeur de l'instrument de couverture, dans la mesure de son efficacité ;
- pour les couvertures de flux de trésorerie :

la variation de juste valeur de la partie efficace de l'instrument de couverture est inscrite directement en capitaux propres ;

la variation de juste valeur de la partie non efficace de l'instrument de couverture est inscrite en résultat.

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat, symétriquement à la comptabilisation de l'élément couvert.

Pour les instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture, la variation de leur juste valeur est comptabilisée en compte de résultat.

1.11 Stocks et en-cours

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks et en-cours sont inscrits au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts inclus dans les travaux en cours comprennent les coûts directement rattachables et une quote-part des frais indirects de production hors frais financiers. Le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué d'une estimation des coûts d'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

1.12 Impôts différés

En application de la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat », des impôts différés sont évalués sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que lorsqu'il est probable que les résultats existeront dans le futur pour consommer cet actif.

En pratique, un impôt différé actif est comptabilisé sur les déficits fiscaux dont la consommation est prévue au cours des cinq prochains exercices (durée du business plan).

Les impositions différées actives et passives, calculées au même taux d'impôt, sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. Dans le cas de groupe d'intégration fiscale, l'impôt différé est analysé et calculé au niveau du groupe fiscal. Ces actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.13 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 «Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, à la date de clôture, une obligation actuelle juridique ou implicite découlant d'un événement passé, dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources non représentative d'avantages économiques.

Le montant comptabilisé est la meilleure estimation de la dépense nécessaire pour éteindre l'obligation, éventuellement actualisée.

Y figurent notamment :

- les provisions pour restructuration qui couvrent, dès lors que ces mesures ont été décidées et annoncées avant la date de clôture, essentiellement les indemnités de licenciement, le coût des préavis non effectués, les préretraites et les coûts de fermeture de sites,
- les provisions sur affaires qui couvrent les provisions pour pertes à terminaison sur contrats, les pénalités sur marchés et les provisions pour garanties données aux clients lorsqu'elles ne sont pas incluses dans les charges prévisionnelles du contrat,
- les provisions pour litiges (prud'hommes et autres).

Les sociétés du Groupe font l'objet périodiquement de contrôles fiscaux, tant en France que dans les pays où elles sont implantées. Les provisions sont constituées sauf si la société estime que les points soulevés ne sont pas justifiés et lorsqu'il existe une probabilité suffisante de faire valoir le bien-fondé de sa position dans le contentieux.

1.14 Engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel

Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux diverses législations, des suppléments de retraite et des indemnités de départ en retraite.

Régimes à cotisations définies :

Ces régimes existent dans la majorité des pays où le groupe est implanté. Ces régimes font l'objet de versements auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite, ces versements sont constatés en charges de personnel. Le groupe n'étant pas engagé au delà de ces versements aucune provision à ce titre n'est nécessaire.

Régimes à prestations définies :

Les indemnités de fin de carrière dues aux salariés des sociétés françaises représentent l'essentiel de l'engagement.

Conformément à la norme IAS 19 «Avantages du personnel», dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements, pour l'ensemble du personnel, toutes classes d'âges confondues, font l'objet d'une évaluation annuelle selon la méthode des unités de crédit projetées en fonction des conventions ou accords en vigueur dans chaque société. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie, la rotation du personnel et une actualisation financière. Ces engagements ne sont pas couverts par des actifs.

Le groupe opte pour l'imputation en capitaux propres de l'ensemble des gains ou pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles.

Il existe également un régime de couverture médicale facultatif réservé à d'anciens salariés ayant pris leur retraite avant le 1er janvier 1999. Le nombre de bénéficiaires de ce régime est d'environ 300 personnes.

La seule filiale engagée dans le versement d'une indemnité définie de retraite a été cédée courant 2007.

1.15 Plans de souscription d'actions

Conformément à la norme IFRS 2 «Paiements fondés sur des actions», les options accordées sont évaluées à la date d'octroi selon le modèle Black & Scholes.

Suivant la faculté offerte par la norme IFRS 1, seuls les plans d'options attribués après le 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1^{er} janvier 2005 ont été pris en compte.

Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée en autres charges opérationnelles, linéairement sur la période d'acquisition des droits avec une contrepartie en capitaux propres s'agissant de plans du type « paiement en actions ».

1.16 Actions propres

En application de la norme IAS 32, toutes les actions propres sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de l'éventuelle cession de ces actions est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

A chaque clôture, le groupe réexamine le nombre d'options pouvant être exercé et, le cas échéant, comptabilise en résultat l'impact de cette révision.

Les actions propres pourront recevoir toute affectation permise par la loi et notamment, par ordre d'intérêt décroissant :

- l'animation du marché au travers d'un contrat de liquidité conforme au contrat type AFEI et à la charte de déontologie de l'AFEI du 14.03.2005 approuvée par l'AMF le 22.03.2005 ;
- l'attribution d'actions dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, pour le service des options d'achat d'actions, au titre d'un plan d'épargne d'entreprise, ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés et mandataires dans le cadre des dispositions des articles L 225-197 et suivants du Code de Commerce ;
- la couverture d'obligations liées à des titres de créances donnant accès au capital ;
- la remise d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- l'annulation.

1.17 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle, principal indicateur de la performance du groupe, représente la différence entre le chiffre d'affaires et les charges opérationnelles. Ces dernières sont égales au total des coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), des frais commerciaux et des frais généraux et administratifs.

1.18 Autres produits et charges opérationnels

Les charges et produits opérationnels sont constitués des éléments significatifs, non directement liés à l'activité opérationnelle, que le groupe présente donc de manière distincte afin de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante. Le groupe classe, notamment, sous cette rubrique :

- les coûts de restructurations et des licenciements,
- les coûts et frais externes annexes liés aux déménagements d'activité,
- les litiges d'un montant particulièrement significatif,
- les gains sur cessions d'actifs immobiliers,
- les dépréciations d'actifs résultant des tests de dépréciation,
- les charges liées aux options de souscription d'actions et actions gratuites.

1.19 Résultat par action

L'information présentée est calculée selon les modalités suivantes :

- résultat net par action : le résultat net part du groupe est rapporté au nombre moyen d'actions en circulation durant l'exercice sous déduction des actions propres détenues à la clôture ;
- résultat net dilué par action : le résultat net part du groupe est rapporté au nombre moyen d'actions en circulation durant l'exercice sous déduction des actions propres détenues à la clôture et augmenté du nombre d'actions potentielles dilutives relatives aux options ou bons de souscription d'actions. Pour ce calcul, il n'est pas tenu compte de l'économie de frais financiers qui serait réalisée en cas d'exercice de ces instruments lorsque que non significative.

1.20 Information sectorielle

Compte tenu de la cession d'un secteur complet d'activité (Infrastructures Critiques ou « Run ») en 2007, le groupe considère le secteur géographique comme étant le secteur primaire. Les informations sur l'activité « Systèmes Critiques » sont fournies en secteur secondaire.

D'une manière générale, du fait d'organisations commerciales communes, d'offres de services globales, de forces de production et de savoir-faire partagés, d'une fertilisation croisée des activités, ... les performances commerciales et les rentabilités de chaque ligne de produits sont étroitement liées. De ce fait, l'allocation aux secteurs primaires des goodwill, des flux de trésorerie, des actifs

incorporels et sources de financement liées n'est pas économiquement pertinente et ne saurait être qu'arbitraire. L'information sur les actifs et passifs sectoriels est donc fournie sur les seuls éléments directement affectables.

Dans la profession, les actifs et passifs d'exploitation sont souvent gérés de manière globale et leur affectation est souvent inexistante et lorsqu'elle peut être reconstituée, ne saurait avoir la fiabilité suffisante en l'absence d'utilisation opérationnelle. Cependant le groupe CS dispose d'informations par secteurs sur les stocks et en-cours, les créances clients. Les immobilisations corporelles sont affectées, dès lors que les charges d'amortissements sont allouées aux segments concernés.

1.21 Contrats de location

Les contrats de location aux termes desquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les contrats de location d'immobilisations aux termes desquels le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location-financement. Les immobilisations objets de ces contrats sont inscrites à l'actif et la dette correspondante enregistrée en emprunt. Chaque paiement au titre des contrats de location est ventilé entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû. Les loyers contractuels correspondants, nets des charges financières, sont inclus dans le poste *Emprunts et dettes financières*. Les charges financières correspondantes sont comptabilisées au compte de résultat sur la durée du contrat de location.

Note 2 - Périmètre de consolidation

Nom	Siège	Siren / Pays	% d'intérêt 2008	% d'intérêt 2007	Méthode de consolidation
- CS Communication & Systèmes	Paris	692000946	Société mère	Société mère	Société mère
- CS Systèmes d'Information (CSSI)	Le Plessis Robinson	393135298	100,00	100,00	Globale
- Intrans Group Inc	Dover	USA	100,00	100,00	Globale
- Intrans Del Caribe	Dover	USA	100,00	100,00	Globale
- RTI System Ltd	Londres	Grande-Bretagne	99,99	99,99	Globale
- CS Chile	Santiago du Chili	Chili	100,00	100,00	Globale
- USB	Munich	Allemagne	50,96	50,96	Globale
- CS Canada	Montréal	Canada	100,00	100,00	Globale
- Expians	Issy-Les-Moulineaux	441885282	100,00	100,00	Globale
- Diginext	Aix-En-Provence	408225845	100,00	100,00	Globale
- SNC Galilée Plessis	Le Plessis Robinson	479483455	80,00	80,00	Globale
- Ecsat Croatie	Split	Croatie	100,00	90,00	Globale
- CS Romania	Craiova	Roumanie	100,00	100,00	Globale
- BetEireFlow	Dublin	Irlande	20,00	-	Equivalence
- CS Emirates	Abu Dhabi	E A U	49,00	-	Globale
- CenProCS Airliance	Stuttgart	Allemagne	33,33	-	Equivalence
- ADCS	Le Plessis Robinson	498483130	51,00	-	Equivalence
- Newton One	Le Plessis Robinson	444573265	100,00	100,00	Globale
- CS Technologies informatiques	Le Plessis Robinson	400518304	100,00	100,00	Globale

Variations du périmètre en 2008

Entrées :

CS a intégré dans son périmètre 4 sociétés :

- CenProCs Airliance
- BetEireFlow
- ADCS
- CS Emirates

Sorties : néant

Variations du périmètre en 2007 :

Entrées : Néant

Sorties : CAM a été cédée en juin 2007 et comptabilisée depuis le 1^{er} janvier sur une ligne spécifique du compte de résultat qui concerne les activités abandonnées.

CSSI a cédé son activité Infrastructures Critiques.

CS a créé ou participé à la création de 4 sociétés qui n'ont eu aucune activité opérationnelle au cours de l'exercice. Leur contribution étant négligeable, elles ne sont pas consolidées en 2007.

Note 3 - Informations sectorielles des activités poursuivies

Secteur primaire : géographique

Ce secteur est établi en fonction de la localisation des actifs.

En 2008 (en milliers €)	France	International	Total
<i><u>Compte de résultat</u></i>			
Chiffre d'affaires externe	203 077	18 587	221 664
Marge opérationnelle avant amortissements et provisions	7 386	-3 143	4 243
Dotations, reprises	-7 466	-1 299	-8 765
Marge opérationnelle	-80	-4 442	-4 522
Résultat financier	-1 474	-453	-1.927
Résultat avant impôts des activités poursuivies	-2 938	-4 888	-7 826
Impôts	+2 168	-2 207	-39
Résultat généré par les activités poursuivies	-729	-7 097	-7 826
<i><u>Bilan :</u></i>			
Investissements corporels et incorporels	3 608	484	4 092
Immobilisations nettes ⁽¹⁾	10 781	1 367	12 148
Clients	113 497	10 553	124 050
Fournisseurs	45 674	5 311	50 985
Total bilan	259 474	13 587	273 061

En 2007 (en milliers €)	France	International	Total
<i>Compte de résultat :</i>			
Chiffre d'affaires externe	202 038	23 317	225 355
Chiffre d'affaires interne et externe	203 797	26 415	230 212
Marge opérationnelle avant amortissements et provisions	12 948	1 290	14 238
Dotations, reprises	50	-642	-592
Marge opérationnelle	12 998	648	13 646
Résultat financier	-2 889	-434	-3 323
Résultat avant impôts des activités poursuivies	9 589	214	9 803
Impôts	2 289	127	2 416
Résultat généré par les activités poursuivies	11 878	341	12 219
<i>Bilan :</i>			
Investissements corporels et incorporels	5 256	780	6 036
Immobilisations nettes ⁽¹⁾	10 892	2 063	12 955
Clients	114 199	7 991	122 190
Fournisseurs	52 680	2 853	55 533
Total bilan	266 096	16 885	282 981

⁽¹⁾ Immobilisations corporelles et incorporelles hors goodwill

Secteur secondaire : activités

Au 31 décembre 2008 (en milliers €)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique	Transport	Energie et autres	Total
Chiffre d'affaires	114 050	43 370	38 261	25 983	221 664
Investissements ⁽¹⁾	1 295	163	803	1 831	4 092
Immobilisations nettes ⁽²⁾	4 338	235	2 608	4 967	12 148

Au 31 décembre 2007 (en milliers €)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique	Transport	Energie et autres	Total
Chiffre d'affaires	121 432	38 817	40 719	24 386	225 355
Investissements ⁽¹⁾	2 076	148	1 170	2 638	<u>6 032</u>
Immobilisations nettes ⁽²⁾	3 538	263	3 256	5 898	12 955

⁽¹⁾ hors investissements sans effet de trésorerie (location-financement).

⁽²⁾ hors goodwill

Note 4 : Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

En 2007, les deux opérations suivantes ont été classées conformément à la norme IFRS 5 «Actifs courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées» :

- cession de la filiale CAM (finalisée le 30 juin 2007) ;
- cession par la filiale CSSI de son activité Infrastructures Critiques (finalisée le 30 novembre 2007).

Note 5 - Goodwill et immobilisations incorporelles

Evolution en 2008 (En milliers €)	Au 01/01/2008	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Au 31/12/2008
<i><u>Valeurs brutes :</u></i>						
Goodwill	46 962					46 962
Coûts de développement	5 711	1 515	-203		-183	6 840
Concessions, brevets, licences	13 206	674	-417		37	13 500
Immobilisations incorporelles en location financement ⁽²⁾	335					335
Autres	1 086					1 086
Total des valeurs brutes (a)	67 300	2 189	-620		-146	68 723
<i><u>Amortissements et pertes de valeur :</u></i>						
Goodwill	10 850					10 850
Coûts de développement	800	1 016	-131		-175	1 510
Concessions, brevets, licences	11 318	777	-312		13	11 796
Immobilisations incorporelles en location financement	203	92				295
Autres	1 086					1 086
Total des amortissements et pertes de valeur (b)	24 257	1 885	-443		-162	25 537
Total net (a)-(b)	43 043	304	-177		16	43 186

Evolution en 2007 (En milliers €)	Au 01/01/2007	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre ⁽¹⁾	Autres mouvements	Au 31/12/2007
<i><u>Valeurs brutes :</u></i>						
Goodwill	70 791			-23 829		46 962
Coûts de développement	3 813	2 332	-370	-65	1	5 711
Concessions, brevets, licences	14 048	1 316	-96	-1 919	-143	13 206
Immobilisations incorporelles en location financement ⁽²⁾	541		-141	-65		335
Autres	1 086					1 086
Total des valeurs brutes (a)	90 279	3 648	-607	-25 878	-142	67 300
<i><u>Amortissements et pertes de valeur :</u></i>						
Goodwill	22 785	8		-11 943		10 850
Coûts de développement	511	641	-352			800
Concessions, brevets, licences	11 808	801	-93	-1 161	-37	11 318
Immobilisations incorporelles en location financement	232	139	-141	-27		203
Autres	1 086					1 086
Total des amortissements et pertes de valeur (b)	36 422	1 589	-586	-13 131	-37	24 257
Total net (a)-(b)	53 857	2 059	-21	-12 747	-105	43 043

⁽¹⁾ Cession de CAM et de l'activité Infrastructures Critiques

⁽²⁾ essentiellement logiciels

Les immobilisations incorporelles générées en internes concernent les dépenses de développement ainsi que des logiciels et s'élèvent à 1,6 M€ contre 2,5 M€ en 2007.

Les dépenses de recherche et de développement, au sens de la réglementation fiscale sur le Crédit d'Impôt Recherche, se sont élevées à 19,3 M€ en 2008 (16,9 M€ en 2007).

Hypothèses concernant le test de dépréciation :

- taux de 10% (avant impôt) correspondant au coût moyen pondéré du capital ;
- taux de croissance de la valeur terminale : 2,50% par an.

Les tests de valeur n'ont pas entraîné de dépréciations en 2007 et 2008.

Note 6 - Immobilisations corporelles

Evolution en 2008 (en milliers €)	Au 01/01/2008	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Au 31/12/2008
<i><u>Valeurs brutes</u></i>						
Terrains et constructions	875	13	-2			886
Matériel et outillage industriels	1 746	170	-49		-13	1 854
Mobilier et matériel de bureau et informatique	8 794	1 859	-1 580		-20	9 053
Matériels de bureau et informatique en location financement	2 450		-48			2 402
Total (a)	13 865	2 042	-1 679		-33	14 195
<i><u>Amortissements et pertes de valeur :</u></i>						
Terrains et constructions	681	54	-2			733
Matériel et outillage industriels	1 260	225	-30		-7	1 448
Mobilier et matériel de bureau et informatique	4 705	1 137	-484		-7	5 351
Matériels de bureau et informatique en location financement	1 195	443	-48			1 590
Total des amortissements et pertes de valeur (b)	7 841	1 859	-564		-14	9 122
Total net (a)-(b)	6 024	183	-1 115		-19	5 073

Evolution en 2007 (en milliers €)	Au 01/01/2007	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Au 31/12/2007
<i>Valeurs brutes</i>						
Terrains et constructions	875					875
Matériel et outillage industriels	4 358	228	-2 265	-500	-75	1 746
Mobilier et matériel de bureau et informatique	10 951	2 158	-507	-3 660	-148	8 794
Matériels de bureau et informatique en location financement	5 747	413	-2 367	-1 343		2 450
Total (a)	21 931	2 799	-5 139	-5 503	-223	13 865
<i>Amortissements et pertes de valeur :</i>						
Terrains et constructions	627	54				681
Matériel et outillage industriels	3 683	258	-2 165	-442	-74	1 260
Mobilier et matériel de bureau et informatique	6 076	1 138	-158	-2 250	-101	4 705
Matériels de bureau et informatique en location financement	3 149	950	-2 290	-614		1 195
Total des amortissements et pertes de valeur (b)	13 535	2 400	-4 613	-3 306	-175	7 841
Total net (a)-(b)	8 396	399	-526	-2 197	-48	6 024

Les immobilisations corporelles générées en interne sont négligeables.

Il n'existe pas d'immobilisation corporelle dont la propriété soit soumise à des restrictions. Egalement aucun nantissement en garantie de dettes n'a été consenti.

Fin 2008, le groupe a cédé diverses immobilisations pour 1 220 K€ hors taxes à une société spécialisée et les a pris en location sur une durée de 36 mois aux conditions de marché. Compte tenu des conditions de l'opération, aucun retraitement n'a été effectué au titre de IAS 17.

Note 7 : Titres mis en équivalence

Evolution du poste

(en milliers €)	31/12/2008
A l'ouverture de l'exercice	0
Quote-part de résultat net	98
Entrées en consolidation	69
Dividendes	
Augmentation de capital	
Ecart de conversion et divers	
A la clôture	167

Montants retenus dans les comptes consolidés.

	% détenu fin de période 31/12/08	Situation nette fin 2008 (en milliers €)	Résultat 2008 (en milliers €)
CenProCS Airliance	33	48	-2
BetEireFlow	20	0	0
ADCS	51	119	100
Total		167	98

Le groupe n'a pas d'obligation légale ou implicite d'effectuer des paiements complémentaires au titre d'une entreprise associée dont la situation nette est négative, aucun passif n'est enregistré à ce titre.

Note 8 - Actifs financiers disponibles à la vente, prêts et créances

2008 (en milliers €)	Prêts et autres créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés «couverture de flux de trésorerie»	Instruments dérivés «détenus à des fins de transaction»	Total
Actifs financiers non courants	3 366	1 374			4 740
Clients et autres débiteurs	143 618				143 618
Instruments financiers dérivés			3 108	95	3 203
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 498				49 498
Total actifs financiers	196 482	1 374	3 108	95	201 059

2007 (en milliers €)	Prêts et autres créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés «couverture de flux de trésorerie»	Instruments dérivés «détenus à des fins de transaction»	Total
Actifs financiers non courants	6 479	1 205			7 684
Clients et autres débiteurs	140 040				140 040
Instruments financiers dérivés			163	1 276	1 439
Trésorerie et équivalents de trésorerie	58 335				58 335
Total actifs financiers	204 854	1 205	163	1 276	207 498

Evolution des actifs financiers non courants

Evolution en 2008 (en milliers €)	Prêts et autres créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés	Total
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice	10 536	7 159		17 695
Acquisitions et augmentations	1 204	300		1 304
Cessions	-522	-17		-539
Revalorisations				
Transferts en actifs financiers courants	-3 718			-3 718
Conversion et variation de périmètre	-35	-87		-122
A la clôture de l'exercice	7 465	7 355		14 820
Provisions				
A l'ouverture de l'exercice	4 057	5 954		10 011
Dotation nette de l'exercice	41	27		68
A la clôture de l'exercice	4 098	5 981		10 079
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	6 479	1 205		7 684
Valeur nette à la clôture de l'exercice	3 367	1 374		4 741

L'article 95 de la Loi de Finances rectificative 2008 permet d'obtenir, à titre exceptionnel, le paiement immédiat des créances de Crédit Impôt Recherche figurant au 31/12/2008 au bilan des entreprises. En conséquence les créances de CIR ont été reclassées en actif courant.

Evolution en 2007 (en milliers €)	Prêts et autres créances	Actifs financiers disponibles à la vente'	Instruments dérivés	Total
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice	9 424	7 072		16 496
Acquisitions et augmentations	3 304	124		3 428
Cessions	- 1 978	-37		- 2 015
Revalorisations				
Transferts en actifs financiers courants				
Conversion et variation de périmètre	-214			- 214
A la clôture de l'exercice	10 536	7 159		17 695
Provisions				
A l'ouverture de l'exercice	2 155	5 923		8 078
Dotations nettes de l'exercice	1 902	31		1 933
A la clôture de l'exercice	4 057	5 954		10 011
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	7 269	1 149		8 418
Valeur nette à la clôture de l'exercice	6 479	1 205		7 684

Principaux titres disponibles à la vente (En milliers €)	% de participation au 31/12/2008	Valeur nette au 31/12/2008	Valeur nette au 31/12/2007
CEP Périgueux	16,9	686	686
Sofema	0,3	331	354
Plessis 22	99,9	32	37
Sofresa	1,0	23	23
ICP Allemagne	0	0	17
ODAS	1,0	300	0
SAF	99,9	0	-
Divers		2	1

Note 9 : Impôts différés actifs

(En milliers €)	Au 31/12/2008	Au 31/12/2007
Non courants	21 042	20 715
Courants	-	-
Total	21 042	20 715

Voir aussi note 23.

Note 10 - Stocks et en-cours de production

(En milliers €)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur
Au 01-01-2007	10 335	-2 339	7 996
Variation des écarts de conversion	-46	16	-30
Variation de périmètre	-4 697	2 063	-2 634
Variation de l'exercice	1 645	-1 276	369
Au 31-12-2007	7 237	-1 536	5 701
Variation des écarts de conversion	-56	32	-24
Variation de périmètre			
Variation de l'exercice	4 993	-4 497	496
Au 31-12-2008	12 174	6 001	6 173

Note 11 - Clients et autres débiteurs courants

Au 31/12/2008 (En milliers €)	Valeur brute	Dépréciation	Juste valeur	Dont à plus d'un an
Clients	127 272	3 222	124 050	29 345
Avances versées	901	93	808	0
Autres créances d'exploitation	16 966	835	16 131	0
Autres créances et charges constatées d'avance	2 629		2 629	0
Total	147 768	4 150	143 618	29 345

Au 31/12/2007 (En milliers €)	Valeur brute	Dépréciation	Juste valeur	Dont à plus d'un an
Clients	123 816	1 626	122 190	22 143
Avances versées	476		476	0
Autres créances d'exploitation	16 353	981	15 372	0
Autres créances et comptes de régularisation	2 003	-	2 003	0
Total	142 648	2 607	140 041	22 143

Les créances à plus d'un an ne résultant pas d'une transaction de financement n'ont pas été actualisées. Il s'agit de factures à émettre dans le cadre des modalités de détermination du chiffre d'affaires et du résultat décrits en note 1.6.

.Note 12 - Instruments financiers dérivésCouverture indexation de prix

Certains grands contrats prévoient l'indexation de la facturation de certains lots sur l'indice INSEE du cuivre et de l'aluminium. Ce risque potentiel a été couvert, pour la part à facturer jusqu'à fin 2010, par négociation sur le LME de contrats de vente à terme pour un sous-jacent total, au 31/12/2008, de 6,14 M€ (cuivre : 4,29 M€ et aluminium : 1,85 M€).

Juste valeur des instruments dérivés (en milliers d'euros)	2008		
	Actif	Passif	Dont juste valeur comptabilisée en capitaux propres
Couverture de taux d'intérêts		55	-55
Couverture de change	233	335	-264
Couverture indexation des prix	2 970		1 455
Total	3 203	390	1 136

Juste valeur des instruments dérivés (en milliers d'euros)	2007		
	Actif	Passif	Dont juste valeur comptabilisée en capitaux propres
Couverture de taux d'intérêts	163	-	163
Couverture de change	1 140	25	-
Couverture indexation des prix	136	-	-
Total	1 439	25	163

La juste valeur est fournie par les contreparties bancaires.

Note 13 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les valeurs mobilières de placement sont représentées essentiellement par des Sicav monétaires euro.

La trésorerie mentionnée dans le tableau de flux de trésorerie consolidées est composée de :

En milliers euros	2008	2007
Concours bancaires courants	-2 672	-1 329
Banques	31 291	27 878
Valeurs de placement	18 207	30 456
Trésorerie en fin de période	46 826	57 005

Le groupe détient 1,3 M€ de trésorerie et équivalents de trésorerie indisponibles au 31/12/2008.

Note 14 - Capitaux Propres

Nombre d'actions de 5€ composant le capital social	2008	2007
Au début de l'exercice	6 306 539	6 299 098
Actions nouvelles	-	-
Exercice de bons de souscription	14	81
Levées d'options	-	7 360
A la clôture de l'exercice	6 306 553	6 306 539

Un droit de vote double est accordé lorsqu'il est justifié d'une inscription au nominatif au nom du même actionnaire depuis plus de deux ans.

Le capital est composé exclusivement des éléments tels que présentés au bilan. Il n'existe pas de dettes financières considérées comme du capital, et, inversement, il n'y a pas de composants de capitaux propres considérés comme ne constituant pas du capital.

Actions propres	Quantité	Valeur brute-K€
Au 01/01/2007	45 288	958
Acquisitions	143 291	3 370
Cessions	-47 719	-1 091
Au 31/12/2007	140 860	3 237
Acquisitions	120 022	1 889
Cessions	-64 816	-1 353
Actions gratuites	-8 983	-180
Au 31/12/2008	187 083	3 593

Informations concernant les Bons de Souscription d'Actions et Bons de Souscription d'Actions Remboursables

Le 9 juin 2006, CS a émis un emprunt Obligataire à Bons de Souscription d'Actions Remboursables dont les caractéristiques principales sont écrites en note 17.

	BSA Juillet 2007	BSAR A	BSAR B
Nombre de BSA au 01/01/2007	1 116 420	165 000	165 000
Convertis dans le cadre de l'OPE		-	-
Exercés au cours de l'exercice	-81	-	-
Venus à expiration	-1 116 339	-	-
Nombre de BSA au 01/01/2008	0	165 000	165 000
Exercés au cours de l'exercice		-7	-7
Venus à expiration		-	-
Nombre de BSA au 31/12/2008	0	164 993	164 993
Parité	1/1	1/1	1/1
Prix d'exercice	30,00 €	41,69 €	45,48 €

Plans d'option d'achat ou de souscription d'actions

	Options de souscription - 1998	Options de souscription - 2000	Options de souscription - 2001	Options d'achat - 2003 - 1	Options d'achat - 2003 - 2	Options d'achat - 2004
Date du conseil d'administration	29-05-1998	31-01-2000	18-12-2001	13-01-2003	05-09-2003	25-11-2004
Dispositions d'acquisition des droits	A l'issue de la troisième année suivant la date d'attribution	Au prorata 1/5 ^e de la quotité après chaque année d'ancienneté dans le groupe	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté dans le groupe	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté depuis l'attribution des options	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté depuis l'attribution des options	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté depuis l'attribution des options
Nombre maximum d'options offertes à l'origine	440 000	343 000	527 840	20 000	19 000	2 500
Options détenues au 31/12/2008 par les mandataires sociaux	0	0	240 700	0	0	0
Délai maximum d'exercice des						

options	29-05-2008	31-01-2010	18-12-2011	13-01-2013	05-09-2013	25-11-2014
Prix de souscription ou d'achat	62,50	39,03	15,25	15,25	15,25	26,00
Options de souscription ou d'achat restantes au 31/12/2007	53 500	23 400	298 915	18 700	4 000	2 500
Nombre d'options attribuées en 2008						
Nombre d'options exercées en 2008						
Nombre d'options expirées en 2008	53 500					
Options de souscription ou d'achat restantes au 31/12/2008	0	23 400	298 915	18 700	4 000	2 500

Résultat par action

	2008	2007
<u>Numérateur (en K€)</u>		
Résultat net part du groupe (a)	-7 582	49 897
<u>Dénominateur (en titres)</u>		
Nombre total de titres (b)	6 306 553	6 306 539
Nombre de titres d'autocontrôle (c)	187 083	140 860
Nombre de titres hors autocontrôle (d) = (b) - (c)	6 119 470	6 165 679
Nombre moyen de titres hors autocontrôle (e)	6 119 456	6 159 339
Actions ordinaires potentielles dilutives (f)	652 301	718 799
Nombre moyen de titres après dilution (g) = (e) + (f)	6 119 456	6 878 138
Résultat par action (h) = (a*1000) / (e)	-1,24	8,10
Résultat par action dilué (i) = (a*1000) / (g)	-1,12	7,25

Attribution d'actions gratuites :

Date du Conseil d'Administration	28/04/2008	28/04/2008	01/02/2006
Nombre de bénéficiaires	4	4	1
Nombre maximum d'actions attribuées	16 200	16 200	12 984
Début de la période d'acquisition	28/04/2008	28/04/2008	01/02/2006
Expiration de la période d'acquisition	28/04/2010	28/04/2010	31/01/2008
Condition	Performance individuelle	Performance boursière	Performance boursière
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	11,50	10,85	34,65

Le groupe évalue, à la date d'attribution effective, le montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires. La charge qui en résulte est étalée sur la durée d'acquisition des droits et est incluse dans les autres charges opérationnelles.

Au titre du plan de février 2006, 8 983 actions gratuites ont été finalement attribuées en 2008.

En application de la Loi 2006-1770 du 30/12/2006, les dirigeants de CS bénéficiant d'Attribution d'Actions Gratuites doivent conserver, à l'issue de la période d'acquisition, au nominatif pur, au minimum 20% des actions et ce jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

Note 15 – Provisions non courantes et courantes

Evolution 2008 (En milliers €)	Au 31/12/07	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Variation périmètre et divers	Au 31/12/08
Restructurations	209	497	-202			504
Affaires (pénalités, risques, garanties,...)	1 161	704	-539			1 326
Litiges et risques divers	5 235	572	-548	-121		5 138
Pertes à terminaison ⁽¹⁾	4 474	213	-1 833		3	2 857
Impôts	519	19	-91		-10	437
Total	11 598	2 005	-3 213	-121	-7	10 262

Evolution 2007 (En milliers €)	Au 31/12/06	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Variation périmètre et divers	Au 31/12/07
Restructurations	511	321	-196		-427	209
Affaires (pénalités, risques, garanties,...)	2 582	637	-2 027	-31		1 161
Litiges et risques divers	2 396	3 947	-592	-123	-393	5 235
Pertes à terminaison ⁽¹⁾	909	3 781	-214		-2	4 474
Impôts	490	74	-41		-4	519
Total	6 888	8 760	-3 070	-154	-826	11 598

⁽¹⁾ Compte tenu de l'incertitude relative aux dates d'échéance prévues pour les sorties de ressources, seules les provisions pour pertes à terminaison sont ventilées entre provisions courantes (2 857 K€ fin 2008 et 2 664 K€ fin 2007) et provisions non courantes.

Le montant provisionné le plus élevé au titre d'un litige est de 2,0 M€ à fin 2008 (2,0 M€ fin 2007).

Le risque le plus important provisionné au titre des affaires (hors perte à terminaison) s'élève fin 2008 à 0,25 M € (0,1 M€ fin 2007).

Fin 2008, la perte à terminaison liée aux activités cédées est de 1,8 M€ (3,5 M€ fin 2007).

Note 16 : Avantages du personnel

En milliers €	Frais de santé des anciens salariés	Indemnités de départ en retraite et assimilé	Total
Au 01/01/07	1 718	9 028	10 746
Mouvements 2007	-61	691	630
Variation de périmètre et divers		-5 264	-5 264
Mouvements liés aux changements d'hypothèses actuarielles		1 070	1 070
Au 31/12/07	1 657	5 525	7 182
Mouvements 2008	-100	649	549
Variation de périmètre et divers		-20	-20
Mouvements liés aux changements d'hypothèses actuarielles	-124	-638	-762
Au 31/12/08	1 433	5 516	6 949

Les modifications des hypothèses actuarielles sont constatées en capitaux propres.

Les principales hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements de retraites sont les suivantes :

	2008	2007	2006
Taux d'actualisation	5,25	4,25	4,25
Taux d'augmentation des salaires	2,00	2,00	2,00

Fin 2007, la loi française de financement de la Sécurité Sociale a créé une nouvelle contribution (50% à compter de 2009) à la charge des entreprises qui prennent l'initiative de mettre leurs employés à la retraite quel que soit leur âge et supprime le mécanisme de départ à la retraite négocié. Le groupe a donc révisé des hypothèses de départ et intégré le coût de la nouvelle contribution. L'impact de cette loi a été évalué en anticipant les modifications de comportement des salariés et a été traité comme un changement d'hypothèses actuarielles et il en a résulté, en 2007, l'augmentation de 1,07 M€ de la provision.

La Loi de financement de la Sécurité Sociale 2009 qui a été votée le 17 décembre 2008, prévoit, à compter de 2010, essentiellement le recul à 70 ans de la possibilité de mettre à la retraite d'office des salariés par l'employeur. Cependant l'employeur et le salarié pourront convenir d'une mise à la retraite à partir de 65 ans. A ce jour, il est difficile d'anticiper quelles seront les choix des salariés, le groupe considère donc un départ volontaire de ses salariés à 65 ans.

En ce qui concerne les indemnités de départ à la retraite, le montant versé en 2008 est de 218 K€ (173 K€ en 2007) et il n'est pas prévu d'augmentation matérielle de ces versements en 2009.

Le taux d'actualisation est obtenu par référence au taux de rendement des obligations des entreprises de première catégorie en retenant une maturité équivalente à celle de l'engagement de retraite (environ 25 ans).

La société CS avait conclu fin 1998 un accord facultatif visant à prendre en charge une partie de la couverture médicale d'anciens salariés. Ce régime concerne des salariés mis à la retraite avant le 1^{er} janvier 1999.

Le montant versé en 2008 au titre des régimes de retraites complémentaires à cotisations définies est de 8,5 M€, à comparer à 10,2 M€ en 2007 (y compris les charges du 1^{er} semestre du pôle Infrastructure qui a été cédé au 30/6/2007).

Note 17 - Passifs financiers

En milliers €	31/12/2008		31/12/2007	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Emprunt obligataire	-	14 743	14 364	50
Emprunts bancaires et divers	914	600	894	658
Emprunts liés aux contrats de location-financement	94	798	892	896
Concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques	-	2 672	-	1 329
Total emprunts et dettes financières	1 008	18 813	16 150	2 933

	2008	2007
Emprunts et dettes	-19 821	-19 083
Banques et valeurs de placement	49 498	58 334
Trésorerie nette des dettes financières (+) ou endettement net (-)	29 677	39 251

Echéancier des emprunts financiers non courants (En milliers €)	31/12/2008			31/12/2007		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt obligataire	-	-	-	14 364	14 364	-
Emprunts bancaires divers	914	914	-	894	894	-
Endettement lié au retraitement des contrats de location-financement	94	94	-	892	892	-
Total	1 008	1 008	-	16 150	16 150	-

Emprunt obligataire :

Le 9 juin 2006, CS a émis des Obligations à Bons de Souscription d'Actions Remboursables (OBSAR).

Les caractéristiques essentielles de cet emprunt obligataire sont les suivantes :

Montant émis	Echéance	Taux intérêt facial	Taux intérêt après couverture	Taux TIE	Composante dette à l'origine	Frais imputés sur la dette	Composante capitaux propres à l'origine
14,85 M€	9 juin 2009	Euribor 3 mois + 0,734 %	4,414%	6,80%	13,84 M€	0,64 M€	0,37 M€

Caractéristiques essentielles des Bons de Souscription d'Actions Remboursables :

	BSAR A	BSAR B
Nombre de BSAR émis	165 000	165 000
Prix d'exercice	41,69 €	45,48 €
Parité d'exercice	1/1	1/1
Nombre de BSAR restant en circulation fin 2008	164 993	164 993
Date limite d'exercice	9/12/2011	9/12/2013
Période d'exercice	La dernière année	Les 3 dernières années

Les BSAR A sont incessibles pendant les deux premières années sauf en cas d'offre publique sur les actions de la société ou en cas de rachat par la société.

Le délai d'exercice est repoussé au 9 décembre 2011 et 9 décembre 2013. Cette décision a été approuvée par les assemblées générales des porteurs de BSAR A et B réunies le 11 mars 2008 et approuvée par les actionnaires de CS lors d'une assemblée générale en date du 8 septembre 2008.

Les principaux outils de financement sont les suivants :

(En milliers €)	31/12/2008		31/12/2007	
	Plafond de financement	Trésorerie utilisée	Plafond de financement	Trésorerie utilisée
Concours bancaires courants	6 500	2 672	6 512	1 329
Cessions de créances OSEO - BDPME	8 000	0	20 000	0
Affacturation ⁽¹⁾	33 540	10 382	56 000	17 994
Cession de créances sans recours	6 542	6 466	néant	néant
Emprunt moyen et long terme	2 407	2 407	3 340	3 340

⁽¹⁾ Eurofactor et Commerzbank.

Le groupe n'utilise pas l'intégralité des droits de tirage offerts par les créances cédées.

En fin 2008, un contrat de cession de créances sans recours a été conclu. Le montant des créances cédées était de 6,5 M€.

Affacturation :

Fin 2005, CSSI a signé une convention d'affacturation avec Eurofactor. Cette convention prévoit que lorsque le défaut de paiement du débiteur est lié à son insolvabilité, le risque est supporté par la société d'affacturation dans la limite d'un montant garanti. La filiale Diginext a également conclu en 2006 une convention d'affacturation similaire.

Le 26 juin 2006, une convention de cession de créances professionnelles a été signée avec Commerzbank AG

Total affacturation (En milliers €)	31/12/2008	31/12/2007
Créances cédées à Eurofactor	20 730	26 247 ⁽¹⁾
Dont créances cédées non garanties	306	76
Réserves / garanties	410	580
Créances cédées à Commerzbank	10 382	12 877 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ : dont créances liées à l'activité IC cédée : 6 708 K€.

Le risque principal, risque de défaillance ou d'insolvabilité, ayant été transféré, ces créances ont été déconsolidées. Ces deux lignes sont rémunérées à taux variables indexés soit sur l'Eonia soit sur l'Euribor 3 mois.

Retraitements en consolidation :

Dans les comptes consolidés, le financement Loi Dailly (Oseo-Bdpme) et l'affacturage non garanti sont retraités de la manière suivante (k€) :

Actif	2008	2007	Passif	2008	2007
Clients	2 942	7 227	Dettes financières	0	0
Autres créances		-2			
Disponibilités	-2 942	-7 225			
Total	0	0	Total	0	0

Le seul financement du groupe assorti d'un engagement de respect de ratios financiers est la convention signée avec Commerzbank. Cette convention prévoit la possibilité d'y mettre fin semestriellement si le ratio d'endettement net consolidé sur le résultat opérationnel courant avant dotation aux amortissements et aux provisions courantes devenait supérieur à 2,5.

Note 18 – Autres passifs courants et non courants

(En milliers €)	Au 31/12/2008	Au 31/12/2007
Passifs non courants :		
Impôts différés	12	21
Autres	13	-
Total	25	21
Passifs courants :		
Avances et acomptes reçus	7 363	10 188
Fournisseurs	50 985	55 533
Dettes d'exploitation diverses ⁽¹⁾	63 639	59 309
Dettes sur immobilisations	47	47
Dettes diverses	3 185	4 981
Produits constatés d'avance	30 548	22 060
Total	155 767	152 118

⁽¹⁾ Sous cette rubrique figurent essentiellement la TVA sur les créances clients non encaissées, la TVA sur les factures clients à établir, la TVA due au titre du dernier mois de l'exercice, les dettes sociales (personnel, congés payés, organismes sociaux, ...). Les impôts directs exigibles sont négligeables.

Note 19 – Personnel

Effectif moyen du groupe	2008	2007
France	1 727	1 541
Etranger	413	290
Total	2 140	1 831

En milliers €	2008	2007
Salaires	81 803	70 886
Charges sociales	36 098	30 271
Stocks options, participation des salariés et divers	-	98
Total	-117 901	101 255

La charge correspondant à la juste valeur des plans d'options de souscription d'actions est nulle en 2008 et de 14 K€ en 2007.

Note 20 - Amortissements et provisions d'exploitation

En milliers €	2008	2007
Dotations aux amortissements	-3 612	-3 121
Dotations / reprises (+) pour dépréciations	-6 072	1 615
Dotations / reprises (+) pour provisions	919	915
Total	-8 765	-591

Au cours de l'année 2008, dans le cadre des négociations concernant l'obtention des grands projets, les coûts des travaux d'élaboration d'un démonstrateur et de spécifications de systèmes avant contrat (4,4 M€) ont été dépréciés, les contrats n'ayant pas encore été signés.

Note 21 - Autres charges et produits opérationnels

Exercice 2008 - en milliers €	Produits	Charges	Net 2008
Déménagements et locaux vides		-26	-26
Restructuration – personnel	512	-1 846	-1 334
Résultat de cession d'actifs	1 304	-1 401	-97
Dépréciation des goodwill			
Autres	383	-303	80
Total	2 199	-3 576	-1 377

Exercice 2007 - en milliers €	Produits	Charges	Net 2007
Déménagements et locaux vides	17	- 178	-161
Restructuration – personnel	430	- 1 382	-952
Résultat de cession d'actifs	3 099	- 3 099	0
Indemnisation sur affaire ⁽¹⁾	768	- 34	734
Autres	491	- 632	-141
Total	4 805	- 5 325	-520

⁽¹⁾ Règlement définitif d'un litige sur un contrat terminé en 2006.

Note 22 - Résultat financier

en milliers €	2008	2007
Coût de l'endettement financier brut	-2 570	-3 914
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	622	353
Coût de l'endettement financier net	-1 948	-3 561
Autres produits et charges financiers	21	238
Résultat financier	-1 927	-3 323
Dont variation des justes valeurs des instruments de couverture sans impact trésorerie	-1 870	1 245

Détail des autres produits et charges financiers

en milliers €	2008	2007
Dotations nettes	43	-366
Résultat de change et matières premières (y compris variation de juste valeur)	-428	579
Dividendes	406	25
Total	21	238

Note 23 - Impôt sur les résultats

En milliers €	2008	2007
Résultat consolidé avant impôt	-7 504	9 803
Taux d'imposition théorique	33,3%	33,3%
Impôt théorique	+2 501	-3 268
Charge d'impôt au compte de résultat	-39	2 416
Différence	2 540	5 684
Produit d'impôt différé constaté afférent à la hausse du montant recouvrable au titre des 5 prochains exercices		2 872
Actif d'impôt différé sur une filiale étrangère annulé compte tenu de l'incertitude sur sa recouvrabilité	-1 922	-
Produit d'impôt de la période imputé sur les reports déficitaires et non activé	4 516	3 268
Autres	-54	-456
Total	2 540	5 684

La méthode retenue pour la détermination des impôts différés actifs liés aux pertes reportables du groupe est décrite en note 1.12. Le montant d'impôt au compte de résultat (résultant essentiellement de la variation des impôts différés actifs) est essentiellement lié aux évolutions des «business plans» d'une année sur l'autre.

Charge d'impôt sur les résultats des sociétés intégrées globalement :

En millions €	2008	2007
Impôts exigibles	-415	-399
Impôts différés	376	2 815
Total	-39	2 416

Les impôts exigibles proviennent pour l'essentiel des filiales étrangères.

Le Crédit d'Impôt Recherche est comptabilisé en minoration des charges de R&D (frais de personnel essentiellement).

Evolution des impôts différés actifs	2008	2007
Au 1^{er} Janvier	20 716	18 105
Compléments	2 248	2 815
Annulations	-1 922	-204
Au 31 décembre	21 042	20 716

La situation fiscale du Groupe est la suivante :

(En millions €)	2008	2007
Base fiscale	165,4	134,8
Economie potentielle maximale d'impôt correspondante	49,6	44,9

Les différences temporelles pour lesquelles aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé s'élèvent au 31/12/2008 à environ 13 millions d'euros (16,3 M€ fin 2007). Incluant ces différences temporelles, le groupe dispose donc au total d'une économie potentielle d'impôts de 49,6 millions d'euros qui n'a donné lieu qu'à la comptabilisation d'un impôt différé actif de 21,0 millions d'euros (20,7 M€ fin 2007).

La société mère CS Communication & Systèmes a constitué un groupe d'intégration fiscale avec certaines filiales. Chaque société calcule et comptabilise sa charge d'impôts comme en l'absence de régime de groupe. L'éventuelle économie d'impôt qui pourrait résulter de l'application du régime bénéficiaire à la société mère. L'économie d'impôt réalisée est de 0,26 M€ en 2008 (0,17 M€ en 2007).

Note 24 - Gestion des risques de marché

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risque de liquidité, risque de variation des flux de trésorerie dû à l'évolution des taux d'intérêt, risque de crédit, risque de change risque de contrepartie

A/ Risque de liquidité

Selon la définition donnée par l'Autorité des Marchés Financiers, le risque de liquidité se caractérise par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'impossibilité de rembourser les dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

La gestion du risque de liquidité implique le maintien d'un niveau suffisant de liquidités ainsi que la disponibilité de ressources financières appropriées. grâce à des facilités confirmées.

L'endettement net négatif de CS constaté lors des dernières clôtures comptables ne signifie pas l'absence de tout besoin de financement temporaire pour faire face aux variations des flux d'exploitation. Ce financement est assuré par les lignes de concours bancaires courants, le recours à l'affacturage et à la cession de créances. Par nature, le montant utilisé est plafonné par le volume de créances émises et non encaissées. Les lignes à durée indéterminée dont dispose CS sont dimensionnées pour être suffisantes et le volume de créances disponibles les ont historiquement rarement dépassé. Une éventuelle faiblesse de la facturation limiterait toutefois la capacité de CS à financer temporairement les dettes.

Les facilités ne sont pas soumises à des clauses financières restrictives (covenants) sauf celle indiquée en note 17.

B/ Risque de variation des flux futurs dû à l'évolution des taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêt provient essentiellement des emprunts. La gestion de l'exposition au risque de taux couvre deux types de risques :

- Un risque de prix sur les actifs et passifs financiers à taux fixe. En contractant une dette à taux fixe par exemple, le Groupe s'expose à une perte potentielle d'opportunité si les taux d'intérêts venaient à baisser. Toute variation des taux d'intérêts est susceptible d'avoir un impact sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe. Cette perte d'opportunité n'aurait toutefois aucun effet sur les produits et les charges financiers tels que présentés dans le compte de résultat consolidé et, en tant que tel, sur le résultat net futur du Groupe jusqu'à l'arrivée à échéance de ces actifs et passifs.
- Un risque de variation des flux de trésorerie sur les actifs et passifs à taux variable si les taux d'intérêt venaient à augmenter.

L'objectif principal de la gestion des taux d'intérêt de l'endettement du Groupe est de minimiser le coût de la dette et de le protéger des fluctuations des taux d'intérêt en contractant des « swaps » de taux variable contre taux fixe. Les instruments dérivés autorisés auxquels le Groupe a recours pour couvrir son endettement sont des contrats de swaps conclus avec des établissements financiers de premier ordre.

Afin de réduire le coût financier de ses emprunts à moyen et long terme, le Groupe a pour politique de gérer son exposition au risque de taux d'intérêts afin, concernant l'endettement à taux variable, de se prémunir contre une augmentation des taux d'intérêts, et concernant l'endettement à taux fixe, de bénéficier d'une éventuelle diminution des taux d'intérêts. Les instruments utilisés sont essentiellement des contrats d'échanges de taux (swaps de taux d'intérêts).

L'endettement à moyen et long terme (hors OBSAR) est représenté par des contrats (crédit-bail, location financière, etc.) à taux fixe qui ne sont de ce fait pas exposés au risque de taux d'intérêts.

L'endettement à court terme est intégralement constitué par la mobilisation de créances commerciales et l'utilisation de lignes de découvert. Leurs volumes d'utilisation faisant l'objet d'une forte variabilité en fonction des flux de trésorerie quotidiens, aucune couverture n'a été mise en place.

Trésorerie et endettement à taux variables :

Au 31/12/2008 (En K€)	Total	A - 1 an	De 2 à 5 ans
Actifs financiers	18 207	18 207	0
Passifs financiers	-54 890	-54 890	0
Position nette avant gestion	-36 683	-36 683	0
Instruments financiers dérivés	14 866	14 866	0
Position nette après gestion	-21 817	-21 817	0
Impact hausse de 1 point des taux d'intérêts	-218	-218	0
Au 31/12/2007	Total	A - 1 an	De 2 à 5 ans
Actifs financiers	30 456	30 456	0
Passifs financiers	- 54 791	- 40 376	-14 415
Position nette avant gestion	-24 335	-9 920	-14 415
Instruments financiers dérivés	14 415	0	14 415
Position nette après gestion	-9 920	-9 920	0
Impact hausse de 1 point des taux d'intérêts	-99	-99	0

L'indexation de l'OBSAR, décrite en note sur les passifs financiers, sur un taux variable (Euribor trois mois) génère un risque financier en cas de hausse des taux. Ce risque a fait l'objet d'une couverture matérialisée par la mise en place d'un swap receveur de l'Euribor 3 mois et payeur d'un taux d'intérêts fixe de 3,68%.

C/ Risque de contrepartie

Les concentrations de risques de crédit du Groupe ne sont pas significatives. La base de clientèle du groupe est constituée par de grands comptes. Le risque d'insolvabilité ou de disparition du client est donc faible. Près de la moitié du chiffre d'affaires est réalisé avec des administrations et des établissements publics, principalement en France.

Les procédures d'acceptation des clients et les analyses de risques de crédit qui y sont liées sont intégrées au processus global d'évaluation des risques mis en oeuvre tout au long du cycle de vie d'un contrat.

Les créances clients font l'objet d'analyses et de suivis spécifiques, principalement les créances dont l'échéance contractuelle est dépassée.

Le groupe CS ne consent aucun prêt significatif à des personnes physiques ou morales externes, employés ou entités dont il détiendrait des titres et qui ne seraient pas consolidés.

Seuls les établissements financiers de premier ordre sont utilisés par le Groupe dans le cadre des opérations de trésorerie et opérations sur instruments dérivés.

D/ Risque de change

Les risques de change liés à l'activité commerciale existent dès lors qu'une partie de cette activité est facturée dans une devise différente de celle des coûts afférents. L'exposition au risque de change est limitée compte tenu de l'implantation géographique du groupe très majoritairement situé dans la zone euro. Les expositions résiduelles au risque de change sont principalement liées au dollar américain.

Le Groupe a mis en place des procédures de gestion des positions en devises étrangères résultant d'opérations commerciales et financières libellées en monnaies différentes de la monnaie locale de l'entité concernée. Conformément à ces procédures, toutes les expositions significatives doivent être couvertes dès leur survenance. Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe a recours à divers instruments financiers, notamment des opérations à terme et des options d'achat et de vente de devises.

Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de change et de taux, le groupe est amené à conclure des contrats de couverture avec des établissements financiers de premier plan. A ce titre, le risque de contrepartie peut être considéré comme négligeable.

Au 31/12/2008 (En K€)	USD	GBP	CAD
Actifs	12 894	75	678

Passifs		-85	
Exposition aux risques de change avant couverture (a)	12 894	-10	678
Montants actifs couverts	4 888	75	
Montants passifs couverts		-24	
Montants couverts nets (b)	4 888	51	
Exposition aux risques de change après couverture (a)-(b)	<u>8 006</u>	-61	678

Au 31/12/2007 (En K€)	USD	GBP	CAD
Actifs	13 326	689	821
Passifs	-395	-137	
Exposition aux risques de change avant couverture (a)	12 931	552	821
Montants actifs couverts	10 363	689	
Montants passifs couverts	-395		
Montants couverts nets (b)	9 968	689	
Exposition aux risques de change après couverture (a)-(b)	2 963	-137	821

Emprunts par devise (en K€)	31/12/2008	31/12/2007
Euro	19 240	18 386
Dollar US	268	466
Autres monnaies	314	231
Total	19 822	19 083

Le groupe gère sa position de change en devise qui résulte essentiellement d'opérations commerciales avec pour objectif de couvrir le risque de fluctuations monétaires. Les instruments de couverture utilisés sont notamment les opérations à terme et les options d'achat et de vente de devises.

Au 31/12/2008, les contrats commerciaux en devises ont fait l'objet d'une couverture efficace. L'exposition au risque de change après couvertures concerne essentiellement les comptes courants des filiales détenus en devises.

Au 31 décembre 2008, les couvertures de risque de change couvraient des opérations à échéance 2009 et 2010 sous la forme de contrats d'achats/ventes de devises à terme :

- 29,85 millions de dollars US pour une contre-valeur de 21,07 millions d'euros couvrant des créances et des dettes ;
- 2,50 millions de dollars US pour une contre-valeur de 1,70 millions d'euros couvrant un compte courant intra-groupe ;
- 0,29 million de livres sterling pour une contre-valeur de 0,33 millions d'euros couvrant des créances clients.

E/ Risque de prix

Le Groupe est, pour 2 grands contrats commerciaux, exposé au risque de prix sur certaines matières premières dont la couverture est décrite en Note 12.

Note 25 - Engagements hors bilan

(En milliers €)	Cf.	31/12/2008	31/12/2007
Engagements donnés :			
Avals et cautions hors Groupe et engagements liés à l'exécution des marchés (hors restitution d'acomptes)		27 561	61 340
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles :	a	1 623	1 792
Avals, cautions et garanties	b	48 034	67 215
Autres garanties données			-
Engagements reçus :			
Avals, cautions et garanties		615	1 688

Le groupe retraite les contrats significatifs de location financement. En ce qui concerne les instruments de couverture, voir note 11.

a : affectation des sûretés réelles consenties

	31/12/2008	31/12/2007	
Découverts bancaires et lignes de cautions	1 238	1 239	Nantissement de titres
Lignes de cautions	385	553	Nantissement compte de garantie affacturage
Total	1 623	1 792	

b : Avals, cautions et garanties

Ils sont essentiellement composés par :

- des garanties de loyers données aux propriétaires d'immeubles pris à bail par le groupe pour 24,9 M€ contre 30,16 M€ fin 2007 ;
- des garanties de passif pour 0,30 M€ contre 1,30 M€ fin 2007 ;
- des garanties de lignes de financement pour 21 M€ contre 34 M€ fin 2007.

Garantie d'actif et de passif

A l'occasion d'acquisitions ou de cessions de sociétés, des garanties d'actif ou de passif ont été données ou reçues. Une garantie de passif liée à la cession d'une filiale a été mise en œuvre et à fait l'objet d'une provision dès 2007.

Note 26 - Locations immobilières simples

Les engagements de baux non résiliables sont évalués à :

(En milliers €)	Au 31/12/2008	Au 31/12/2007
Total	25 547	24 465
Dont à moins d'un an	6 920	5 361
Dont de 1 à 5 ans	18 626	16 467

La charge nette de loyers comptabilisée par le groupe au cours de l'exercice 2008 s'élève à environ 4,0 M€ (5,1 M€ en 2007).

Note 27 - Honoraires d'audit et de conseil pris en charge au compte de résultat

(En milliers euros)	Deloitte		Mazars en 2008 et Constantin en 2007	
	2008	2007	2008	2007
<u>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</u>				
Emetteur	46	57	46	57
Filiales intégrées globalement	102	84	68	169
<u>Autres diligences et prestations directement liées à la mission de commissaire aux comptes</u>				
Emetteur				10
Filiales intégrées globalement	61			
Sous total	209	141	114	236
<u>Autres prestations</u>				
Juridique, fiscal, social			3	
Autres				56
Sous total	0	0	3	56

Le montant total des honoraires d'audit est de 339 k€ en 2008 contre 401 k€ en 2007.

Note 28 - Passifs éventuels

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de 20 heures par année civile cumulable sur une durée maximale de 6 ans. Au terme de ce délai, et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à 120 heures. La totalité des droits accumulés au 31 décembre s'élève à 111 555 heures. Compte tenu de l'avis rendu en octobre 2004 par le Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité et de la situation des entreprises du groupe en ce domaine, aucune provision n'est constatée au titre de ce droit.

Contrôles fiscaux

La société mère CS ainsi que la filiale CSSI ont fait l'objet au cours des exercices 2005 et 2006 d'un contrôle de la part de l'administration fiscale. Les redressements finaux reçus n'ont pas généré de passif ou de charges significatives supplémentaires.

Note 29 - Transactions avec les parties liées

Entreprises associées

Il s'agit d'entreprises détenues entre 20 et 50% consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Les transactions se font sur la base de prix de marché.

(En milliers €)	31/12/2008	31/12/2007
Prêts	0	0
Créances d'exploitation	1 928	40
Dettes d'exploitation	0	0
Achats	0	0
Ventes	11 192	943

Les ventes aux parties liées sont essentiellement réalisées avec CenProCS dans le cadre d'un contrat dont le client final est Airbus et avec BetEireFlow dans le cadre du contrat du périphérique de Dublin.

Parties liées ayant une influence notable sur le groupe

Il n'existe pas d'opération significative avec un actionnaire détenant plus de 5% de CS Communication & Systèmes.

La rémunération des dirigeants (membres du conseil d'administration et directeur général) est indiquée globalement ci-dessous pour chacune des catégories définies à IAS 24 «Information relative aux parties liées».

(En milliers €)	2008	2007
Rémunérations allouées aux organes d'administration	225	247
Rémunérations allouées aux organes de direction :		
Rémunérations	1 295	879
Paiements sur base d'actions (IFRS2)	212	-

Le groupe n'a consenti aux organes d'administration et de gestion de CS ni avance ou crédit, ni contracté d'engagements pour leur compte (pension de retraite ou autres). Les options d'actions de la société CS Communication et Systèmes détenues par les organes de direction sont indiquées en note 14.

Le conseil d'administration de CS dans sa séance du 12 juillet 2005 a alloué à deux dirigeants une indemnité de départ en cas de révocation égale à 150% de leur rémunération brute annuelle.

Note 30 - Evénements post-clôture

A la date d'arrêté des états financiers par le conseil d'administration de CS Communication & Systèmes il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur l'activité du groupe, sa situation financière et son patrimoine.